

Aux travailleurs, militants et jeunes,

Pour l'unité des travailleurs et des organisations, contre la guerre et pour les revendications ouvrières, contre toute forme d'union sacrée ! Pour le gouvernement ouvrier !

Dans le contexte dramatique de l'Ukraine sous les bombes, se tiendra dans quelques jours, le premier tour de l'élection présidentielle en France.

Depuis l'entrée des troupes russes sur le territoire ukrainien, le Parti ouvrier indépendant démocratique ne cesse d'exiger l'arrêt de l'intervention, le retrait des troupes russes et le cessez-le-feu immédiat. Solidaire du peuple travailleur d'Ukraine soumis à ces bombardements incessants, le POID est néanmoins conscient que l'OTAN, cette alliance militaire dirigée par l'impérialisme américain, porte une lourde responsabilité dans cette guerre à laquelle ont poussé tous ses dirigeants, à commencer par Biden et Macron. L'OTAN saisit cette occasion pour provoquer une militarisation accrue de tous les pays de l'alliance et l'augmentation des budgets militaires, au détriment des services publics et des besoins de la population. C'est pourquoi, pour le POID, les mots d'ordre « Dehors les troupes russes », « Cessez-le-feu immédiat », « Arrêt de l'intervention » doivent être combinés aux exigences de « Démantèlement de l'OTAN », « Retrait des troupes américaines et de l'OTAN à l'est de l'Europe » et aussi « Les milliards de la guerre doivent être affectés aux écoles, aux hôpitaux, aux besoins de la population ».

Aucune confiance aux gouvernements fauteurs de guerre

Nous ne faisons aucune confiance à aucun des gouvernements fauteurs de guerre, nous combattons toute tentative d'imposer l'union sacrée avec eux : « Ni Poutine, ni Biden, ni Macron ! » Notre tradition, c'est l'internationalisme ouvrier, la solidarité entre les peuples. Il n'y a pas, d'un côté, les Russes et, de l'autre, les « Occidentaux ».

Il y a, d'un côté, les oligarques russes qui ont constitué leur fortune en pillant le pays à travers les privatisations, tout comme les oligarques ukrainiens de mêmes origines et de mêmes pratiques. Dans ce camp, se rangent les ultra-milliardaires français, américains, allemands, anglais. Tous ont en commun de ne vivre que du pillage des richesses des peuples et de l'exploitation de la force de travail de la classe ouvrière.

De l'autre côté, face à eux, les travailleurs du monde entier. Ils sont russes et ukrainiens, français, allemands, d'Afrique, d'Asie, des Amériques. Ils subissent la même exploitation capitaliste.

C'est pourquoi le POID participera à la rencontre internationale d'urgence contre la guerre et contre l'union sacrée, qui rassemblera le 3 avril prochain des travailleurs et des organisations ouvrières de dizaines et de dizaines de pays, de tous les continents.

Force est de constater que les dirigeants des partis qui, historiquement, sont issus du mouvement ouvrier, ont choisi une autre voie, se rangeant derrière Macron, lui-même aligné sur l'OTAN. Fabien Roussel, candidat du PCF affirme que « *l'heure n'est pas à la sortie de l'OTAN* » (21 mars, France Inter), Jean-Luc Mélenchon déclare : « *Il (Macron – ndr) dit des choses justes que je partage [...], je crois que le président remplit sa fonction, la fonction qui est la sienne est la plus importante dans la Constitution de la V^e République puisque c'est lui qui est le chef des armées* » (2 mars). Quant à Anne Hidalgo, les députés de son parti au Parlement européen ont, le 1^{er} mars, voté en commun avec les députés de La France insoumise une résolution appelant à l'extension du conflit et au renforcement de l'OTAN, une résolution qui appelle les gouvernements et les États membres à accepter que les efforts de guerre auront des conséquences pour les populations.

Force est de constater que cette déshonorante soumission à Macron, l'un des chefs de guerre de l'OTAN, exprime la soumission aux exigences des multinationales, des principaux responsables capitalistes du monde entier qui, pour conquérir des marchés, notamment ceux de l'armement, du pétrole, du gaz, poussent à la guerre et à la militarisation de la société.

Le 19 mars 2020, l'Assemblée nationale vote à l'unanimité 343 milliards d'euros pour les capitalistes

Cette soumission aux exigences des multinationales et de Macron n'est pas la première du genre. Le 19 mars 2020, utilisant la situation créée par la pandémie, Macron a fait voter par l'Assemblée nationale un projet de loi de finances rectificative. Travailleurs, gardez en mémoire que ce jour-là, à l'Assemblée nationale, tous les députés « de gauche » ont voté avec les macronistes et la droite 343 milliards d'euros d'aides aux entreprises. Ces 343 milliards (bien plus que le budget annuel de l'État) sont devenus depuis 607 milliards. À quoi a servi cette masse d'argent ? À licencier et spéculer. À elles seules, les quarante entreprises du CAC 40 ont procédé en 2021 à 60 000 licenciements (dont 30 000 en France) et induit des dizaines de milliers d'autres. Durant la même année, elles ont amassé de gigantesques profits : 160 milliards d'euros, un niveau jamais atteint alors que le peuple souffrait de la pandémie et de ses conséquences ! Tout cela largement financé par l'État. *Les Échos* (20 mars), journal du capital financier, écrit que les capitalistes peuvent « *se féliciter d'entrer dans cette nouvelle période de turbulences avec les poches pleines* » car « *en déversant massivement sur l'économie des aides et des liquidités, l'État et la banque centrale ont permis aux entreprises de renforcer leur trésorerie tout en améliorant leurs marges* ».

À l'initiative du POID, plus de 30 000 travailleurs et jeunes dans tout le pays ont signé un appel exigeant la confiscation des 600 milliards et leur attribution aux besoins urgents de la population en matière d'hôpitaux, d'écoles, de services publics, etc. Mandaté par eux, notre parti s'est adressé aux dirigeants du Parti communiste français, du Parti socialiste et de La France insoumise. Nous leur avons proposé de les rencontrer pour qu'ils expliquent les raisons qui les ont amenés à voter ces 343 milliards. Car la démocratie voudrait que ceux qui se sont faits élire par les travailleurs rendent compte de leur mandat. Force est de constater qu'en dépit de demandes répétées ces responsables ont refusé de fournir la moindre explication. Comment le comprendre ? Certes, dans le cadre des institutions de la V^e République, l'Assemblée nationale se contente d'être une chambre d'enregistrement des décisions du président. Mais peut-on admettre que des partis historiquement issus du combat ouvrier, et qui se réclament de la démocratie, se plient ainsi aux institutions antidémocratiques de la V^e République ?

À la veille de l'élection présidentielle, un constat s'impose : pendant cinq ans, le gouvernement Macron n'a cessé d'attaquer les droits et les conquêtes de la classe ouvrière et de la démocratie. La misère s'étend dans le pays. Elle frappe tout particulièrement la jeunesse. En témoignent les longues files d'attente lors des distributions des colis alimentaires dans les universités et la généralisation des petits boulots précaires et sans garantie.

Un autre constat : depuis des mois, une vague de grèves secoue le pays, tant dans le public que dans le privé. Au cours de ces grèves, les travailleurs définissent les revendications sur lesquelles ils combattent avec leurs délégués syndicaux. Au centre de ces grèves, la recherche acharnée de l'unité sans laquelle la victoire n'est pas possible.

Face à la misère qui s'étend, lutter pour un gouvernement ouvrier

Pendant cinq ans, le POID n'a cessé d'agir dans tous les domaines pour aider à réaliser l'unité des travailleurs et des organisations pour chasser Macron et sa politique. Il l'a fait en manifestant avec des militants de toutes tendances dès le premier anniversaire du quinquennat sur ses mots d'ordre ; en participant à tous les combats de la classe ouvrière, sur des revendications particulières ou générales, comme au moment de la réforme des retraites ; il l'a fait lorsqu'en pleine pandémie est apparu le drame de la situation des hôpitaux et du système de santé en France frappés par les gouvernements successifs au point que, par dizaines de milliers, les personnels, les services, les lits manquaient à l'appel. Il l'a fait en combattant dès cette époque pour la confiscation des milliards donnés aux entreprises et pour l'ouverture d'urgence des lits, des services nécessaires dans les hôpitaux. Il le fait aujourd'hui face à la guerre dans laquelle Macron occupe une large responsabilité.

Ce 26 mars, le POID, en commun avec la Fédération des jeunes révolutionnaires, s'est rendu au mur des Fédérés, où ont été fusillés les derniers combattants de la Commune de Paris en 1871. Il s'agissait non seulement de rendre hommage aux combattants de la Commune mais aussi et surtout d'affirmer notre volonté d'agir aujourd'hui, en 2022, pour un gouvernement ouvrier.

Face à la misère, la précarité, le dénuement qui s'étendent dans les villes et les campagnes, le mot d'ordre qui s'impose est celui d'un gouvernement ouvrier, un gouvernement au service de la majorité, qui n'a que son travail pour vivre, et non pas de l'infime minorité qui a son capital pour prospérer, exploiter, piller.

Les dirigeants ont choisi la division et la dispersion

Face à Macron et à sa désastreuse politique de destruction et de régression sociale, les partis qui historiquement trouvent leur origine dans le mouvement ouvrier auraient dû, en toute logique, proposer une politique d'union pour faire front. Face à la menace de cinq ans de plus de Macron, ils auraient dû s'entendre, choisir un candidat unique dans un bloc pour la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la population laborieuse. Au lieu de cela, ils ont choisi la division et la dispersion. Au lieu de quoi, ils se sont unis à Macron pour voter le 19 mars 2020 son plan d'aides aux banques et aux capitalistes ; ils se sont rangés de nouveau derrière lui au nom de la guerre en Ukraine.

Les travailleurs savent d'expérience qu'il n'y a pas deux Macron : un Macron « homme de paix » dans sa politique étrangère et un Macron antisocial, anti-ouvrier, antipopulaire sur le plan intérieur. Il n'y a qu'un seul Macron, homme de guerre à l'échelle internationale, homme de guerre sociale dans notre pays, qui agit contre les intérêts des travailleurs et des peuples, qu'ils soient russes, ukrainiens ou français.

Depuis sa fondation, le Parti ouvrier indépendant démocratique se prononce pour en finir avec le régime antidémocratique de la V^e République né du coup d'État militaire de 1958. Jamais depuis de Gaulle un président n'avait autant usé et abusé de ces institutions comme l'a fait Macron, imposant quasiment cinq ans d'état d'urgence, suspendant de larges pans des libertés publiques, multipliant le recours aux ordonnances et à la répression pour faire passer sa politique de régression sociale et de démantèlement. Cette V^e République doit être balayée. À peine désigné, un gouvernement authentiquement démocratique n'attendrait pas une minute pour convoquer une Assemblée constituante par laquelle les représentants du peuple seraient chargés de re-fonder de haut en bas, de la cave au grenier, toutes les institutions pour instaurer la démocratie.

Hélas, cette question ne se pose pas de manière immédiate puisque tout a été fait, par ceux qui auraient pu agir dans un autre sens, pour assurer la réélection de Macron. Alors que celui-ci est rejeté par l'immense majorité ! Alors qu'il annonce un programme de guerre sociale aggravée contre les travailleurs ! Il est clair qu'aucune solution conforme aux intérêts de l'immense majorité ne trouvera de solution dans cette élection présidentielle. Au-delà de l'élection, la confrontation est inévitable. Travailleurs, militants, jeunes, il faut préparer les conditions de la lutte de classe qui surgira. L'enjeu en sera en particulier de bloquer les attaques contre l'école, les régimes de retraite et la Sécurité sociale, attaques dont Macron, parlant au nom de la classe capitaliste, a annoncé qu'elles devraient être au cœur de la politique du prochain gouvernement.

Dans les grèves, les travailleurs réalisent l'unité

Empêcher cette vague de destructions suppose la réalisation de l'unité des travailleurs, des jeunes avec leurs organisations syndicales. Dans les grèves, les travailleurs sont unis avec leurs syndicats sur des revendications précises. Si on ne retrouve pas cette unité aux sommets dans l'élection présidentielle, les travailleurs n'en sont pas responsables. La responsabilité en incombe aux dirigeants. Si Macron peut se préparer à être réélu, la responsabilité n'en revient pas aux travailleurs mais aux dirigeants qui ont entretenu la confusion et la division, apportant leur soutien à la politique de Macron le 19 mars 2020 pour qu'il puisse mener sa guerre sociale à l'intérieur et, de nouveau aujourd'hui, à propos de la guerre en Ukraine. Mais ce sont les travailleurs qui ont payé les conséquences du soutien aux capitalistes en mars 2020 et paieront les conséquences de « l'effort de guerre ».

Si se confirme le 10 avril une abstention massive, en particulier dans les quartiers et les communes ouvrières et populaires, elle exprimera le rejet de la division et des institutions, et de la politique menée par les gouvernements successifs de droite et de gauche. Si cette abstention atteint, comme le pronostiquent les commentateurs, un niveau historique, ce ne sont pas les travailleurs qui en seront responsables, mais les dirigeants des partis qui ont refusé d'ouvrir une perspective d'unité sur un programme de défense ouvrière.

Travailleurs, ne vous divisez pas !

C'est pourquoi le Parti ouvrier indépendant démocratique s'adresse aux travailleurs et aux jeunes : ne vous divisez pas ! Le 10 avril, c'est une évidence, pas une voix ne doit aller aux candidats de la réaction tels que Macron et Pécresse, à ceux de l'extrême réaction raciste et xénophobe, les Le Pen, Zemmour, et autres Dupont-Aignan. Pas une voix non plus pour le candidat des Verts (faussement de gauche) qui se prononce pour l'augmentation des crédits de guerre et développe ouvertement un programme anti-ouvrier et de régression sociale qui n'a rien à envier à celui de Macron.

Travailleurs, le 10 avril, certains d'entre vous s'abstiendront. D'autres voteront pour l'un des candidats présentés par des partis issus historiquement du mouvement ouvrier pour exprimer leur aspiration à en finir avec la politique du gouvernement Macron.

Travailleurs, quel que soit votre choix, l'abstention ou le vote pour l'un des candidats issus du mouvement ouvrier, vous rejetterez l'accusation selon laquelle les travailleurs seraient responsables de la situation. C'est aux sommets que la division est organisée. Renforçons l'unité, en bas, des travailleurs et des organisations.

Préparons ensemble les étapes qui viennent dans la lutte de classe

Plus que jamais, l'heure est à serrer les rangs de l'unité ouvrière, l'unité pour la confiscation des milliards de la spéculation, pour la défense des retraites, pour les salaires, pour le blocage des prix, l'unité pour imposer par la mobilisation de millions dans la lutte de classe, ce que, de toute évidence, il ne sera pas possible d'imposer sur le terrain électoral. Nous nous adressons en particulier aux plus de 30 000 qui ont signé l'appel du Parti ouvrier indépendant démocratique pour la confiscation des 600 milliards, aux plus de 10 000 qui ont signé l'appel du POID contre la guerre. Renforçons les liens de l'action commune pour préparer les étapes qui viennent de la lutte de classe. Aidez-nous à faire connaître et à diffuser largement *La Tribune des travailleurs*, le seul journal qui a révélé des faits tels que le vote du 19 mars 2020 (1) ou celui du 1^{er} mars 2022 (2) au Parlement européen.

Rejoignez le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Déclaration adoptée à l'unanimité
par le bureau national du POID, le 26 mars 2022.

(1) <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2019-2020/deuxieme-seance-du-jeudi-19-mars-2020>

(2) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2022-0123_FR.html



Lisez *La Tribune des travailleurs*. Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@gmail.com ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.